

Vu le Code de l'Éducation ;

Vu le décret n°2012-614 du 30 avril 2012 portant création de l'université de Nîmes ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relation à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment son article 215 ;

<b>Membres du conseil en exercice ayant voix délibérative :</b>	25
Membres présents ayant voix délibérative ou voix consultative :	21
<b>Membres présents ayant voix délibérative :</b>	16
Dont Membres représentés ayant voix délibérative :	3
<b>Quorum :</b>	13

Le conseil d'université a pris la délibération suivante à l'unanimité :

La cartographie des risques financiers et comptables de l'établissement est approuvée conformément aux documents annexés.

Fait à Nîmes le 15 mars 2024

Le président de l'université de Nîmes

Benoit ROIG

## Cartographie des risques financiers et comptable de l'établissement

### Le contexte et le cadre général :

Le contrôle interne, au sein des Universités, est apparu il y a plus de 15 ans par la Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF) et entériné par la loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (LRU) en 2007. Si le contrôle interne comptable et budgétaire fait partie du contrôle de gestion dans ces deux lois, le décret 2012-1246 (Art. 215) sur la Gestion Budgétaire et Comptable publique (GBCP) a rendu obligatoire et réglementaire sa mise en place. Antérieurement, un an avant, le contrôle interne, au sein de l'état, était renforcé par le décret 2011-775 et la circulaire PM5540/54. En complément, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les comptables publics sont soumis à un nouveau régime de responsabilité. Ce régime vise à limiter la sanction des fautes purement formelles ou procédurales, qui doivent désormais relever d'une logique de responsabilité managériale. La suppression de la responsabilité personnelle et pécuniaire (RPP) des comptables publics à cette date a pour conséquences principales :

- La suppression du cautionnement obligatoire ;
- La suppression des débetés.

L'examen annuel des états de restes à recouvrer doit être revu au travers d'une démarche de contrôle interne et de maîtrise de l'activité des services.

Ainsi, chaque organisme public doit mettre en place un dispositif de contrôle interne budgétaire et de contrôle interne comptable. Sous la tutelle du ministre du budget, qui définit le cadre de référence des contrôles internes budgétaire (CIB) et comptable (CIC), ces dispositifs doivent être élaborés en parallèle des règles comptables et budgétaires des organisations publiques.

Au niveau local, sous l'impulsion du ministère, UNÎMES a entamé une démarche en 2011 de façon embryonnaire. Cette démarche a été repensée intégralement afin d'être en accord avec les nouvelles attentes des acteurs du contrôle interne.

Les interlocuteurs du contrôle interne sont les suivants :

- L'établissement ;
- Le Rectorat ;
- Les Commissaires aux Comptes (CAC) ;
- Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

## Le document présenté au CU du 15/03/2024 :

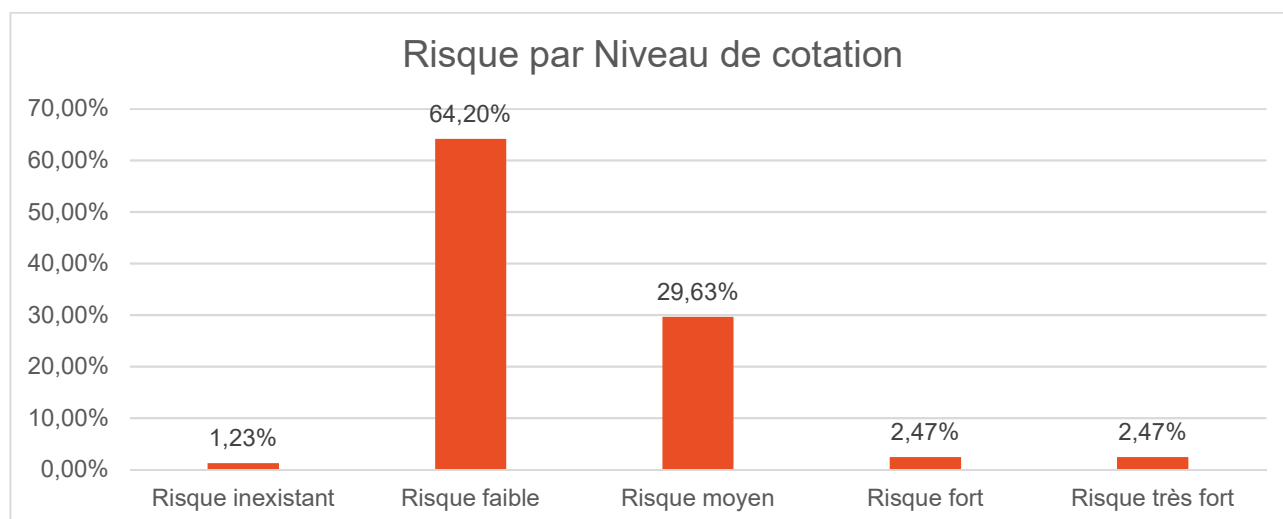
Le document présenté sera évolutif et révisé chaque année. Il comprendra, dès l'année prochaine, un plan d'action en accord avec les risques les plus importants.

En synthèse, les risques les plus importants sont dépendants de facteurs externes (inflation, mesures réglementaires) ou avec des obligations de renforcer la maîtrise en interne (organisation des procédures, suivi et évolution des heures complémentaires).

Sur l'organisation des procédures, un cercle des référents vient d'être monté et la direction du pilotage va agréger l'ensemble dans un outil facilitant la recherche pour l'ensemble de la communauté universitaire.

Sur le suivi et l'évolution des heures complémentaires, la gouvernance a demandé une analyse et un audit des heures complémentaires à la direction du pilotage avec une obligation de rendu avant les prochaines réunions budgétaires de l'année 2024.

Le graphique, ci-dessous, présente la répartition des risques par niveau de cotation :



Cycle	Processus	Risques encourus	Acteur du risque	Domaine (organisation, documentation, traçabilité)	Date d'observation	Cotation du risque			Note	Cotation du risque
						Probabilité	Impact	Maîtrise		
Budget	Dotations et subventions	Encaissement des subventions - Absence de titres émis	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	2	3	12	Risque moyen
Budget	Elaboration du budget	Apparition de nouvelles mesures réglementaires	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	3	2	12	Risque moyen
Budget	Elaboration du budget	Défaut d'analyse des reports entre exercices	Comptable	Organisation	19/02/2024	1	2	1	2	Risque faible
Budget	Elaboration du budget	Défaut dans la projection	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	3	1	6	Risque faible
Budget	Elaboration du budget	Défaut de projection annuelle	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	2	2	12	Risque moyen
Budget	Elaboration du budget	Défaut de projection pluri-annuelle	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	2	3	18	Risque moyen
Budget	Elaboration du budget	Demandes des budgets équivalentes à l'année N-1	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	4	1	1	4	Risque faible
Budget	Elaboration du budget	Gestion des dépenses sur l'exercice	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	3	1	6	Risque faible
Budget	Elaboration du budget	Inflation	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	3	3	27	Risque fort
Budget	Elaboration du budget	Insuffisance de crédit en fin d'année	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	1	1	1	1	Risque faible
Budget	Elaboration du budget	Manque de communication et d'informations	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	2	3	12	Risque moyen
Budget	Elaboration du budget	Non exhaustivité des dépenses et recettes	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	2	2	8	Risque faible
Budget	Elaboration du budget	Non respect de la procédure des conventions	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	1	3	1	3	Risque faible
Budget	Elaboration du budget	Problématiques de saisie du budget	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	3	3	18	Risque moyen
Budget	Elaboration du budget	Sécurité et habilitations non respectées	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	3	2	18	Risque moyen
Budget	Elaboration du budget	Taux d'exécution faibles des budgets	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	2	1	4	Risque faible
Comptabilité	Autres immobilisations corporelles	Constitution de la fiche d'immobilisation pour un montant erroné	Comptable	Organisation	19/02/2024	2	4	1	8	Risque faible
Comptabilité	Autres immobilisations corporelles	Non communication des biens à sortir par les services gestionnaires ou communication non exploitables en l'état	Comptable	Organisation	19/02/2024	2	4	1	8	Risque faible
Comptabilité	Fin de gestion et opérations de fin d'exercice	Non rattachement des produits et charges à l'exercice	Comptable	Organisation	19/02/2024	2	4	2	16	Risque moyen
Comptabilité	Fin de gestion et opérations de fin d'exercice	Non respect des délais	Comptable	Organisation	19/02/2024	1	3	1	3	Risque faible
Comptabilité	Fin de gestion et opérations de fin d'exercice	Paiement des dépenses sur exercice N+1	Comptable	Organisation	19/02/2024	2	1	2	4	Risque faible
Comptabilité	Fin de gestion et opérations de fin d'exercice	Provisions pour charge	Comptable	Organisation	19/02/2024	1	4	1	4	Risque faible
Comptabilité	Provisions pour risques et charges	Absence de comptabilisation de provisions suite à insuffisance ou absence de crédits budgétaires ouverts	Comptable	Organisation	19/02/2024	0	0	0	0	Risque inexistant
Comptabilité	Provisions pour risques et charges	Absence de comptabilisation de provisions suite à non information par les services gestionnaires	Comptable	Organisation	19/02/2024	1	4	1	4	Risque faible
Comptabilité	Provisions pour risques et charges	Absence de reprise de provisions n'ayant plus lieu d'être car le risque ou la charge a disparu	Comptable	Tracabilité	19/02/2024	1	4	1	4	Risque faible
Dépense	Commande publique	Absence d'autorisation préalable de déplacement	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	1	1	1	1	Risque faible
Dépense	Commande publique	Achat hors bon de commande	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	1	3	1	3	Risque faible
Dépense	Commande publique	Découpage d'une opération d'achat	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	3	2	12	Risque moyen
Dépense	Commande publique	Défaut d'attestation des Services Faits	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	1	2	1	2	Risque faible
Dépense	Commande publique	Défaut de contrôle et d'autocontrôle au niveau de la saisie	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	3	2	18	Risque moyen
Dépense	Commande publique	Défaut de séparation des tâches (exemple : Même personne au paiement et à l'engagement)	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	1	4	1	4	Risque faible
Dépense	Commande publique	Défaut de suivi de la procédure des dépenses	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	3	2	12	Risque moyen
Dépense	Commande publique	Défaut de suivi des factures non parvenues	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	2	3	1	6	Risque faible
Dépense	Commande publique	Défaut d'informations concernant une commande annulée ou une mission non réalisée	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	2	3	2	12	Risque moyen
Dépense	Commande publique	Défaut ou mauvaise imputation budgétaire, imputation erronée	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	2	2	12	Risque moyen
Dépense	Commande publique	défauts sur les pièces justificatives	Ordonnateur	Documentation	19/02/2024	1	3	1	3	Risque faible
Dépense	Commande publique	Erreur dans l'application de la TVA	Ordonnateur	Documentation	19/02/2024	2	2	1	4	Risque faible
Dépense	Commande publique	Mauvaise estimation des besoins	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	3	2	12	Risque moyen
Dépense	Commande publique	Méconnaissance des agents des règles de paiement des dépenses publiques et risque de paiement à tort d'une dépense ou de paiement à un mauvais fournisseur	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	1	4	2	8	Risque faible
Dépense	Commande publique	Non respect de la commande publique	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	3	2	12	Risque moyen
Dépense	Commande publique	Non suivi budgétaire par les responsables de crédits	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	3	2	3	18	Risque moyen
Dépense	Commande publique	Problématique de concordance entre les différents niveaux d'imputation (NACRE / CR / LOLF / comptable)	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	2	1	6	Risque faible
Dépense	Commande publique	Problématiques de saisie au niveau des dépenses	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	2	2	12	Risque moyen
Dépense	Commande publique	Recours à un prestataire autre que le titulaire du marché	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	3	2	12	Risque moyen
Dépense	Commande publique	Suivi des Services Faits	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	1	3	1	3	Risque faible
Recettes	Recettes	Encaissement des chèques - Encaissement non effectué régulièrement	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	1	4	1	4	Risque faible
Recettes	Recettes	Enregistrement des opérations à partir des relevés bancaires - Enregistrements comptables non quotidiens	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	1	4	1	4	Risque faible
Recettes	Recettes	Enregistrement des opérations à partir des relevés bancaires - Imputation de virements sur le mauvais compte client	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	1	3	1	3	Risque faible
Recettes	Recettes	Prise en charge des factures de vente - Titres émis à tort ou double émission de titres	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	3	1	6	Risque faible
Recettes	Recettes	Transmission des pièces justificatives à l'agence comptable - Pièces justificatives absentes ou incomplètes	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	2	4	1	8	Risque faible
Recettes	Ressources propres	Création d'un client en double	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	1	1	1	1	Risque faible
RH	Emplois	Erreur sur la date de fin d'activité	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	1	1	1	1	Risque faible
RH	Emplois	Les multistatuts pour une même personne	Ordonnateur	Documentation	19/02/2024	1	2	2	4	Risque faible
RH	Emplois	Mauvais recrutement ou incapacité de recrutement	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	3	2	18	Risque moyen
RH	Emplois	Prise en charge d'un agent qui ne travailler plus à l'Université (retraite, démission ou mutation)	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	1	4	1	4	Risque faible
RH	Emplois	Saisie des données : INSEE, etc	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	2	3	1	6	Risque faible
RH	Emplois	Turnover important dans les effectifs	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	3	2	18	Risque moyen
RH	Emplois	Dossier administratif des agents - Paiement concomitant d'indemnités incompatibles	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	1	2	2	4	Risque faible
RH	Emplois	Dossier administratif des agents - Pièces non signées ou signées a posteriori / Dossiers incomplets	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	4	3	1	12	Risque moyen
RH	Emplois	Organisation des procédures - Départ de personnel ou changement de logiciel impactant la continuité de l'activité	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	3	3	2	18	Risque moyen
RH	Emplois	Organisation des procédures - Mauvais paramétrage de l'outil informatique	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	2	3	2	12	Risque moyen
RH	Rémunération	Erreur de calcul pour les CAP	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	2	4	2	16	Risque moyen
RH	Rémunération	Erreur des décomptes des IJSS	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	2	2	8	Risque faible
RH	Rémunération	Erreur et problèmes d'informations sur les affectations budgétaires	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	3	3	1	9	Risque faible
RH	Rémunération	Erreur sur la saisie des RIB	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	2	1	4	Risque faible
RH	Rémunération	Évolution des heures complémentaires	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	4	4	4	64	Risque très fort
RH	Rémunération	Mesures réglementaires	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	3	4	3	36	Risque très fort
RH	Rémunération	Non respect de la réglementation : Vacances administratives ou techniques	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	2	2	1	4	Risque faible
RH	Rémunération	Rémunération indue ou trop perçue	Ordonnateur	Tracabilité	19/02/2024	2	2	2	8	Risque faible
RH	Rémunération	suivi régulier des heures complémentaires	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	3	3	27	Risque fort
RH	Rémunération	Cotisation RAFP - Non respect des obligations en tant qu'employeur pour la liquidation de la RAFP	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	4	2	1	8	Risque faible
RH	Rémunération	IJSS - Absence de retenue du montant des IJSS sur la paie des non-titulaires	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	2	1	6	Risque faible
RH	Rémunération	Organisation de la fonction paie : calendrier - Non respect du calendrier de paie	Ordonnateur	Documentation	19/02/2024	1	3	1	3	Risque faible
RH	Rémunération	Vacances administratives ou techniques - Erreur sur le calcul du montant ou sur le taux	Ordonnateur	Organisation	19/02/2024	3	3	1	9	Risque faible
Trésorerie	Comptes bancaires	Encaissement des chèques - Encaissement non effectué régulièrement	Comptable	Tracabilité	19/02/2024	1	4	1	4	Risque faible
Trésorerie	Comptes bancaires	Enregistrement des opérations à partir des relevés bancaires - Enregistrements comptables non quotidiens	Comptable	Tracabilité	19/02/2024	1	4	1	4	Risque faible
Trésorerie	Comptes bancaires	Enregistrement des opérations à partir des relevés bancaires - Imputation de virements sur le mauvais compte client	Comptable	Tracabilité	19/02/2024	1	3	1	3	Risque faible
Trésorerie	Gestion de la Trésorerie	Défaut d'intégration des relevés bancaires	Comptable	Organisation	19/02/2024	1	4	1	4	Risque faible
Trésorerie	Gestion de la Trésorerie	Mauvais plan de trésorerie	Comptable	Documentation	19/02/2024	1	4	1	4	Risque faible
Trésorerie	Gestion de la Trésorerie	Problématique sur les objets de gestion	Comptable	Organisation	19/02/2024	2	4	1	8	Risque faible
Trésorerie	Gestion de la Trésorerie	Sécurité et habilitations non respectées	Comptable	Tracabilité	19/02/2024	1	4	1	4	Risque faible

Trois critères sont identifiés pour procéder à l'évaluation d'un risque

### 1. La probabilité de survenance du risque et/ou récurrence du risque

Cotation	1	2	3	4
Probabilité	Evènement exceptionnel ou moins d'une fois par an ou <1%	Evènement rare ou une à deux fois par an ou 1% à 3%	Evènement possible ou une à deux fois par mois ou 4% à 24%	Evènement fréquent ou plusieurs fois par semaine ou 25% et plus

### 2. L'impact du risque

Cotation	1	2	3	4
Impact financier	< 1 000 €	Entre 1 000 et 15 000 €	Entre 15 000 € et 150 000 €	> 150 000 €
Efficacité	Altération légère de la qualité des données ou des délais	Altération visible de la qualité ou des délais	Altération importante de la qualité et des délais	Impossible de fournir le service
Qualité des données	Anomalies < 1%	Anomalies < 5%	Anomalies < 10%	Anomalies > 10%
Légal	Recours gracieux	Saisine du médiateur	Recours au tribunal administratif ou juridiction spécialisée	Recours au pénal
Image	Limité au personnel de l'université	Auprès des étudiants et des partenaires directs de l'université	Dans les médias spécialisés/audience restreinte	Dans les médias grand public/audience large
Humain	Démotivation Désagrément	Arrêt de travail < 15 jours Arrêt de travail répétés	Arrêt de travail > 15 jours Turn over - Dépression Burn out - Radiation - Grève du service	Décès (accident du travail, suicide ...) Invalidité

### 3. Le niveau de maîtrise des risques

Cotation	1	2	3	4
Degré de maîtrise actuel du risque	Optimisé	Évolué	Standardisé	Non fiable ou informel
	Organisation structurée, procédures documentées, traçabilité assurée, réalisations de test et reporting vers la direction pour améliorer de manière continue le dispositif	Organisation structurée, procédures documentées et traçabilité assurée, réalisation de tests mais pas de reporting - pilotage insuffisant	Organisation structurée, procédures documentées, mais pas de test sur l'efficacité, carences dans la traçabilité et dans le pilotage	Procédures non définies ou non documentées de manière adéquate - absence ou carence de: dans la traçabilité et le pilotage
	Niveau 5 de l'EMR	Niveau 4 de l'EMR	Niveau 3 de l'EMR	Niveau 1 et 2 de l'EMR

Le niveau de risque se calcule de la manière suivante : Probabilité x Impact x Maîtrise du risque.

Chaque risque est ensuite classé dans la cartographie des risques en fonction de sa note, allant des risques les plus faibles aux risques les plus importants selon l'échelle suivante :

Risque très élevé	Supérieur ou égal à 30
Risque fort	20 à 29
Risque moyen	10 à 19
Risque faible	1 à 9